
Documents sauvegardés

Vendredi 26 novembre 2021 à 15 h 06

1 document

Par PARIS10T_1

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

M Le Magazine du
Monde

13 novembre 2021

Leur nouvelle vie auprès des morts.

... déshumanisés voire annulés et les images de cercueils entassés à Rungis au plus fort de la pandémie de Covid-19, ils ont entrepris une reconversion dans le secteur funéraire. Par vocation, envie ...

3



Nom de la source

M Le Magazine du Monde

Type de source

Presse • Magazines et revues

Périodicité

Hebdomadaire

Couverture géographique

Internationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 74



Samedi 13 novembre 2021

M Le Magazine du Monde • p. 74 • 2371 mots

Leur nouvelle vie auprès des morts.

Texte Fabrice Tassel, Photos Rebekka Deubner

Choqués par les enterrements déshumanisés voire annulés et les images de cercueils entassés à Rungis au plus fort de la pandémie de Covid-19, ils ont entrepris une reconversion dans le secteur funéraire. Par vocation, envie de "réparer" le traumatisme, mais surtout avec l'ambition de réinventer les rites.

Aurore Merchin n'est pas près d'oublier ce matin d'hiver, fin 2018, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris. Après avoir attendu un certain temps la représentante des pompes funèbres, qui était en retard, elle s'est retrouvée, à l'issue de la cérémonie, les mains recouvertes des cendres de son beau-père parce que l'urne avait été mal scellée. Pour cette ancienne journaliste pétillante et passionnée, tout, dans ce jour de neige, a été douloureux. Des obsèques gâchées qui l'obsèdent. Deux ans plus tard, lors du premier confinement dû à l'épidémie de Covid-19, elle est sidérée par les images télévisées de centaines de cercueils empilés dans un entrepôt de Rungis en raison de la saturation des chambres funéraires des hôpitaux parisiens. Personne ne sait que faire des morts du Covid-19. « *J'ai eu l'intuition que nous vivions une rupture anthropologique majeure, et que la société tout entière allait basculer dans un deuil traumatique* », raconte-t-elle. À 42 ans, Aurore décide de changer de vie et de faire de la mort son métier.

Elle se lance dans une formation de conseillère funéraire dispensée par l'École nationale des métiers du funéraire (Enamef). Après un mois de cours

Rebekka Deubner pour M Le magazine du Monde Une simulation de cérémonie d'obsèques, organisée pour les élèves de l'École nationale des métiers du funéraire, rue de Ménilmontant à Paris, en octobre.

théoriques et d'ateliers pratiques, elle décroche haut la main les épreuves écrites et l'oral au printemps dernier. Elle a créé un compte Instagram (@le.chemin.de.traverse_) et dévore des livres sur la mort. Cet été, elle a arpenté les cimetières de ses lieux de vacances, en Italie et en Tunisie, où des particuliers ont recueilli les corps de migrants échoués sur les plages pour leur offrir des sépultures. À Paris, elle découvre les taphophiles, ces passionnés de cimetières, et leurs histoires fascinantes. Comme celle de ce vieux Maghrébin qui, chaque jour, prend le chemin du cimetière du Montparnasse pour se recueillir sur la tombe de Jacques Chirac qu'il tient à remercier de lui avoir octroyé sa naturalisation française. « *Les rites funéraires existent depuis la préhistoire, c'est le marqueur de notre humanité*, explique Aurore Merchin. *Ils ont été niés pendant la Shoah, pendant laquelle mes grands-parents et mes arrière-grands-parents ont été déportés. Ma passion pour ce métier vient aussi de ces vieux fantômes.* » En septembre,

© 2021 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 26 novembre 2021 à UNIVERSITE-PARIS-OUEST-NANTERRE-LA-DEFENSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20211113-LMM-h_mlmh_149697

elle a fait un stage pratique d'un mois dans une agence de pompes funèbres, qui l'a confortée dans son choix. « Avant, quand j'expliquais que j'étais journaliste, on me regardait presque avec mépris, du style "tu ne sers à rien". Maintenant, les gens me disent : "conseillère funéraire? C'est formidable!" Je me sens appartenir à la catégorie des métiers essentiels, comme on dit aujourd'hui. »

Ils sont de plus en plus nombreux à avoir fait le même choix qu'Aurore. La vingtaine de formations de conseiller funéraire (celui qui gère l'intégralité des obsèques) ou de maître de cérémonie (celui qui organise l'inhumation ou la crémation) attire de plus en plus. « Au premier semestre 2021, nous avons enregistré 20 % de stagiaires en plus par rapport à début 2020 et nous avons dû ajouter une session supplémentaire », relève Florence Fresse, la directrice de l'Enamef. Les demandes d'emploi sont aussi en forte hausse. Didier Kahlouche, directeur du développement d'Omnium de gestion et de financement (OGF), l'un des géants du funéraire (avec un quart des 25 000 salariés du secteur), les a vues plus que doubler : « 36 000 candidatures entre janvier et août 2021, contre 16 000 en temps normal. »

Au plus fort de la pandémie, l'épreuve du décès a été particulièrement éprouvante pour les familles, mais aussi pour le personnel funéraire. Le vide, la mort partout mais à distance, les inhumations en petit et strict comité, les cérémonies bâclées à la chaîne... Même l'irruption massive du numérique (enterrements filmés, caveaux et salons funéraires présentés en ligne...) n'a guère aidé. Dans *Vivre avec nos morts* (Grasset, 2021), la rabbin Delphine Horvilleur raconte comment, au début du confine-

ment, elle a dû murmurer quelques prières au téléphone : « Pour la première fois de ma vie, j'ai mené un enterrement depuis le salon de mon appartement, pour une famille dont je n'avais pas croisé le regard. » Dans la froideur statistique, cela donne 117 748 morts du Covid-19 en France (au 2 novembre), sur les 500 000 décès environ que prévoit l'Insee pour 2021. Réparer les vivants, l'autre objectif des obsèques avec l'hommage aux défunts, a été un des grands échecs de la crise sanitaire.

En ce début d'automne, ils sont une vingtaine à prendre la direction de l'École nationale des métiers du funéraire, rue de Ménilmontant, à Paris. Après trois semaines intensives en visio, l'avant-dernier jour de la formation sera consacré à la simulation des obsèques d'Angèle Leblanc. D'après le scénario imposé, cette professeure d'anglais avait deux enfants, aimait le jazz et les toiles de Klimt. Pour l'occasion, les étudiants ont revêtu une tenue professionnelle. Le noir et le blanc dominant, les pantalons et les chemises ne sont pas toujours repassés, les chaussures parfois mal cirées. Les tatouages et les piercings détonnent un peu. « Et attention aux cheveux pas attachés, ils peuvent se coincer dans le couvercle du cercueil lors de la mise en bière, avertit la directrice Florence Fresse. Pareil pour une cravate sans pince! Nous devons être invisibles, ne l'oubliez jamais. » Ne pas se faire remarquer, cela signifie poser sa voix, ne pas lire trop vite les textes d'hommage à Angèle Leblanc ou de réconfort à sa famille, ne pas trébucher sur les mots, encore moins contre les pots de fleurs disposés près du cercueil. L'exercice terminé, Florence Fresse débrieife : « La défunte avait 41 ans, aimait le jazz, le peintre Gustav Klimt, il y avait une mine à exploiter, or vous êtes restés en

surface, vous êtes passés à côté. Nous ne sommes pas des vendeurs de cercueils! Nous crevons de la standardisation de nos vies, alors au moment de la mort, on ne peut pas se permettre de se loucher. » Silence dans les rangs. Parmi les stagiaires, Patricia Mendes, 50 ans, contrôleur de bagages à l'aéroport Roissy - Charles-de-Gaulle, a repensé pendant la pandémie à ses études dans le médioco-social, et à « son goût pour la psychologie, l'empathie face à la souffrance ». Fabrice Bresson, la quarantaine, taxi à Saint-Dizier (Haute-Marne), a, lui, été choqué par « la déshumanisation créée par la pandémie, la marchandisation des corps, cette impossibilité de dire adieu à ceux qu'on aime, comme dans une période de guerre ». Il a alors promis à son beau-frère disparu il y a trois mois d'aller au bout de leur projet d'étendre l'activité de sa société au transport des morts. Thi-Hien Delaby, la cinquantaine, ancienne assistante de direction dans une banque d'affaires en région parisienne, a accompagné bénévolement « trois ou quatre fois par semaine » des nonnes et des moines bouddhistes quand la pandémie faisait rage : « Je me suis sentie à ma place. » Quelques-uns ont déjà travaillé dans le funéraire, comme Christophe Gaudin, 53 ans, gendarme à la retraite, porteur et chauffeur dans une entreprise de pompes funèbres du Loiret en 2007. Ces derniers mois, il a demandé à sa conseillère de Pôle emploi de lui trouver une formation car, « finalement, c'est le métier que j'ai préféré dans ma vie ». Noémie Cossy, 34 ans, stagiaire dans une société de pompes funèbres suisse (un pays qui ne délivre pas de diplôme équivalent), note aussi l'émergence, dans son pays, « d'une génération de collègues plus jeunes, qui se sentent investis d'une nouvelle mission : rendre la

mort moins taboue ».

Le passage de **la** théorie à **la** pratique se révèle parfois rude. Ce matin de septembre, une apprentie conseillère craque lors d'un exercice d'accueil dans une agence de pompes funèbres. Face à elle, une (fausse) famille dysfonctionnelle se déchire : inhumation? Crémation? **La** situation est tendue, on croirait une scène d' *ADN* , **la** « tragi-comédie funéraire » réalisée par Maïwen en 2020 sur une famille confrontée à **la** mort du patriarche algérien. **La** jeune femme perd ses moyens, balbutie, inquiète de tout gâcher par une maladresse. Comme cet autre jour, où Fabrice choisit les mauvais mots pour prévenir ses pseudo clients endeuillés : « *Ce devis n'est pas fait pour vous assassiner.* » Ou lorsque le smartphone d'un apprenti maître de cérémonie fait jaillir **la** musique d'une publicité Nutella, alors qu'il pensait lancer un air pour le recueillement. « *Il faut être prêt à tout* », avertit Florence Fresse, qui en a vu d'autres. Pour détendre l'atmosphère, elle raconte cette cérémonie un peu spéciale où un veuf lui a, en pleine cérémonie, posé **la** main sur le bras en lui proposant une soirée galante. Elle se souvient aussi de cet homme qui, dans une lettre, se plaignait que l'urne funéraire avait été posée à l'envers : son père allait avoir **la** tête en bas.

Ancien cadre informatique, Éric Mignier, 51 ans, explique avoir fait un bon choix économique. Dans ce secteur, « *il y aura de plus en plus de boulot... malheureusement* ». Les perspectives démographiques, avec le vieillissement des baby-boomers, lui donnent raison. « *On peut prévoir qu'il y aura des pics de 800 000 décès par an, soit 2 000 chaque jour, c'est colossal* », déclarait au *Monde*, en janvier 2020, Michèle De-launay, médecin et ex-ministre chargée

des personnes âgées et de l'autonomie sous François Hollande. Au plus fort de **la crise** du Covid-19, le nombre de morts quotidien s'est élevé à 1 500, alors qu'il avait atteint 1 000 **pendant la** canicule de 2003.

La santé florissante du secteur participe aussi de son attractivité. Même si les salaires restent peu élevés, environ 1 800 euros net mensuels pour un conseiller funéraire, s'engager dans cette voie est **la** garantie de trouver du travail. Selon une étude du groupe de conseil Xerfi, les revenus du secteur funéraire ont bondi de 25 % entre 2006 et 2016, et s'élèvent à 2,5 milliards d'euros générés par 4 500 agences. Le coût moyen des obsèques varie entre 2 500 et 4 500 euros, selon les prestations choisies. Mais il n'est toujours pas rare de voir des conseillers funéraires proposer à des familles sous le choc des cercueils à 3 000 euros. Le rapport à l'argent est une préoccupation importante pour les conseillers nouvellement formés. À Rennes, Nantes ou Bordeaux, plusieurs coopératives ont vu le jour, qui promettent des prix « *justes* ». Même les géants du secteur réfléchissent au coût des obsèques.

Fin 2020, Alain Cottet, fraîchement nommé à **la** tête d'OGF, a affirmé devant **la** Chambre syndicale des entreprises du funéraire sa volonté de mettre à nouveau l'accent sur l'accompagnement personnalisé des familles plutôt que sur une logique de vente forcée. « *Il a dit "stop à l'abus de faiblesse"* », résume un participant à cette réunion.

Le nouvel attrait des formations n'étonne pas Gautier Caton, le porte-parole de **la** Confédération des professionnels du funéraire et de **la** marbrerie (CPFM) : « **La crise** du Covid a con-

sidérablement accéléré la prise de conscience sur le sens qu'ont nos métiers et explique cet afflux. » « *Ce moment a renforcé le besoin de cérémonial* », renchérissent Xavier Thoumieux et Thierry Visserot, les fondateurs de Funecap, autre poids lourd de l'industrie funéraire. Florence Fresse, qui, outre l'Enamef, dirige aussi **la** Fédération française des pompes funèbres (FFPF), n'oubliera jamais « *combien le secteur a été méprisé par les pouvoirs publics* ». Elle explique qu'il a fallu quatre mois avant que les salariés des pompes funèbres obtiennent des équipements individuels de protection : « *Les gars allaient chercher des corps infectés à mains nues!* »

Beaucoup de nouveaux diplômés ambitionnent de révolutionner le secteur. Ancienne directrice d'hôtel formée en 2020 à Funecap puis, cette année, à l'Enamef, Hélène Brasseur, 38 ans, se revendique « *funeral planner* » (organisatrice de funérailles). Son objectif est de personnaliser au maximum une cérémonie, « *jusqu'à traverser Paris dans tous les sens pour trouver les ballons d'hélium* » pour les funérailles d'une petite fille de 8 ans. Les « *funeral planner* » ne sont que huit en France. Pour **la** plupart, ils sont hébergés par Happy End, un site d'information sur **la** mort et **la** préparation des obsèques créé par Sarah Dumont, une autre ancienne journaliste. « *75 % des personnes qui ont participé activement à des obsèques vivent mieux leur deuil* », explique celle qui a lancé en octobre une formation destinée à informer le grand public sur cette nouvelle approche funéraire. Murielle Galeazzi, 50 ans, formée cette année à l'Enamef après vingt-cinq ans dans l'événementiel, partage avec Sarah Dumont l'idée de transformer **la** mort en un spectacle, presque en une fête. « *Mon père, mort il*

y a quatre ans, adorait Mille colombes , **la** chanson de Mireille Mathieu, raconte-t-elle . Je regrette de n'avoir pas organisé un lâcher de colombes **pendant** ses obsèques. »

Apprendre à mieux accueillir **la** mort - et, peut-être, à **la** regarder en face -, c'est aussi, pour **la** psychologue et écrivaine Marie de Hennezel, un des enseignements à tirer de **la** crise sanitaire. « Il existe un parallèle entre l'effondrement des rites **pendant la crise sanitaire et la** réponse indigne qu'incarne l'attentisme sur **la** proposition de loi sur **la** fin de vie. » Examinée à l'Assemblée nationale en avril, cette proposition, qui vise à rendre légale l'euthanasie, n'a pas été adoptée en raison d'un trop grand nombre d'amendements. « C'est **la** preuve que notre société vit encore dans le déni de **la** mort » , estime Marie de Hennezel, autrice de *L'Adieu interdit* (Plon, 2020). Lydia de Abreu en sait quelque chose. Formée par Funecap à Paris en mars 2020, cette jeune veuve de 34 ans, qui a perdu son mari il y a quatre ans, a créé à Poitiers, en janvier, Joli départ, une enseigne de pompes funèbres en ligne. Elle se rappelle cette petite fille qui n'a pas pu être présente à l'inhumation de son père car, dans le rite musulman, les femmes n'ont pas le droit d'assister à ce moment. Toute **la** soirée, l'enfant a envoyé à son père des SMS pour lui demander quand il rentrerait à **la** maison. « **La même chose s'est produite pendant** l'épidémie de Covid-19, observe Lydia de Abreu. C'est l'effet "pas vu, pas cru". Cela rend le deuil impossible, on ne doit plus jamais revivre ça. C'est notre mission. »